

L'agriculture sur trente ans : une analyse comparative avec l'industrie et les services

Véronique Guihard et Claire Lesdos*

L'agriculture continue, dans un long processus, à perdre de l'importance dans l'économie : sa part dans le PIB se réduit de 5 % en 1978 à 2 % en 2005. L'industrie, dont le déclin relatif s'amorce au début des années soixante-dix, diminue également fortement, de 20 % à 11 %. Sur les trente dernières années, l'agriculture et l'industrie présentent ainsi de nombreux points communs et s'opposent au commerce et aux services, plus porteurs.

L'agriculture et l'industrie présentent en fait une évolution de l'activité en volume comparable à celle des autres branches ; mais la déformation des prix relatifs joue en faveur du tertiaire. L'agriculture et l'industrie ont également en commun d'importants gains de productivité du travail et du capital, ainsi qu'une forte substitution du capital au travail. Grâce à la concentration de l'activité sur un nombre réduit d'exploitations, le revenu d'activité par actif augmente même plus rapidement pour l'agriculture que pour l'ensemble de l'économie marchande entre les deux réformes de la Pac de 1992 et 1999 ; il se détériore toutefois sur les années suivantes.

Valeur sûre du commerce extérieur français, l'agroalimentaire s'avère progressivement fragilisé par la montée de concurrents à faibles coûts de production (Brésil, Thaïlande, Chili...). L'agroalimentaire commence à perdre des parts de marché extérieur à partir du milieu des années quatre-vingt-dix alors que l'industrie, plus exposée, ressent déjà pleinement la concurrence des pays émergents (Asie, Amérique latine, Pays d'Europe de l'Est).

Dans un long processus commun aux pays développés, la modernisation de l'agriculture française va de pair avec une perte de son importance dans l'ensemble de l'économie, d'abord au profit de l'industrie, puis des services.

Presque exclusivement rurale avant la révolution industrielle du XIX^e siècle, l'activité se diversifie progressivement (Fourastié, 1980). Ainsi, jusqu'en 1800, 80 % de la population active étaient nécessaires pour nourrir la population ; en 1870, l'agriculture emploie encore la moitié de la main-d'oeuvre ; elle n'en utilise plus qu'un tiers au début des années cinquante et moins de 4 % en 2005. Elle assure cependant l'autosuffisance alimentaire du pays et même un commerce extérieur structurellement excédentaire depuis 1980. Les gains de productivité réalisés dans l'agriculture, qui s'accélérent après la seconde guerre mondiale avec la mise en place des politiques agricoles nationales et européennes, permettent une réallocation des facteurs de production en faveur de l'industrie et des services. Parallèlement, au fur et à mesure du développement économique, la demande en biens manufacturés et en services augmente davantage que la demande en produits alimentaires.

La désindustrialisation, définie comme le recul de la part de l'industrie française dans l'emploi total, s'amorce au début des années soixante-dix (Fontagné, Lorenzi, 2005). En 1973, l'industrie au sens large (y compris énergie, construction et IAA) emploie presque la moitié de la

*Véronique Guihard et Claire Lesdos appartiennent à la division Agriculture de l'Insee.

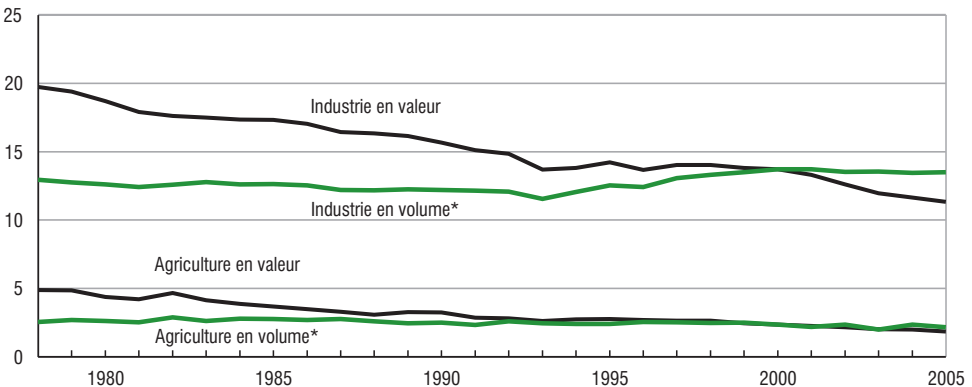
main-d'oeuvre ; elle en emploie 21 % en 2005. Comme dans le cas de l'agriculture, le déclin relatif de l'industrie correspond d'abord à une étape du développement interne : du côté de l'offre, les gains de productivité sont importants ; du côté de la demande, l'élévation du niveau de vie permet d'accéder à plus de services. Mais, plus exposée que l'agriculture, l'industrie française subit plus tôt et plus fortement la concurrence des pays émergents à faible coût de main-d'oeuvre, d'abord sur le bas de gamme (habillement, chaussure, produits électroniques courants), bientôt sur le haut de gamme (automobile, aéronautique, télécommunication, électronique spécialisée). La globalisation de l'économie – avec l'émergence de nouveaux pays producteurs, renforcée par la sous-traitance internationale, les investissements directs à l'étranger, voire les délocalisations – participe au mouvement de désindustrialisation.

Une vision rétrospective des trente dernières années met donc en évidence le phénomène bien connu du déclin relatif de l'agriculture et de l'industrie, mesuré par leur part dans le PIB (figure 1). Pour nécessaire qu'elle soit, l'agriculture contribue de moins en moins à la création de richesses : sa valeur ajoutée ne représente plus que 5 % du PIB en 1978 et continue à diminuer jusqu'à 2 % du PIB en 2005. Les industries agroalimentaires perdent également en importance : 3 % en début de période, 2 % en 2005. L'industrie (encadré 1), dont le déclin relatif est plus récent que celui de l'agriculture, accuse une baisse plus forte : sa part dans le PIB passe de 20 % à 11 %. En revanche, les services gagnent 4 points ; leur contribution passe de 22 % à 26 %. Le développement des services aux entreprises est particulièrement rapide. L'industrie, et plus récemment les entreprises du tertiaire, ont tendance à externaliser durablement certaines fonctions, qu'elles considèrent comme non stratégiques (maintenance, nettoyage, services généraux) ou qui nécessitent des compétences particulières (informatique, télécommunication, services financiers, services juridiques, formation...). Cette stratégie pourrait continuer à se développer dans le futur (Cloarec, Chevalier, 2004).

Pour autant, la part de l'agriculture et de l'industrie dans le volume d'activité diminue très peu (figure 1). La part de l'agriculture dans la valeur ajoutée totale en volume (aux prix de l'année 2000) ne s'infléchit que de 2,6 % en 1978 à 2,2 % en 2005 ; la part de l'industrie augmente même légèrement de 13 % à 13,5 %. Dans les deux cas, les gains de productivité, ainsi que l'ouverture des marchés, se traduisent par une baisse des prix relatifs. Le « déclin » de l'agriculture et de l'industrie résulte donc d'une déformation des prix relatifs entre les différentes activités.

1. La part de l'agriculture et de l'industrie dans l'économie

en % de la valeur ajoutée totale



* Au prix de l'année 2000.

Source : Insee, comptes de l'agriculture, comptes nationaux.

Méthodologie

Pour situer l'agriculture par rapport à l'ensemble de l'économie [Cnis, 2005], le diagnostic s'appuie sur une série d'indicateurs issus des comptes nationaux : l'activité, les prix, l'emploi, la productivité du travail, les résultats comptables, l'investissement, le patrimoine, le commerce extérieur et la demande intérieure. Dans les comparaisons entre branches d'activité (*figure a*), l'agriculture a le périmètre du compte spécifique présenté à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation (CCAN), c'est-à-dire l'agriculture du cadre central plus les activités secondaires des exploitants, moins les établissements semenciers, le paysagisme et les jardins familiaux. De plus, pour que les comparaisons soient les plus pertinentes possibles, la branche agriculture n'est pas comparée à l'ensemble de l'économie, ni même à l'ensemble de l'industrie ou l'ensemble des services, mais à des sous-ensembles spécifiques. Ainsi les industries agroalimentaires (IAA) sont présentées à part entière et le terme industrie désigne ici l'industrie manufacturière hors IAA. Les services sont restreints aux services principalement marchands, du fait du peu

d'intérêt qu'aurait présenté une comparaison des exploitations agricoles avec l'éducation, la santé et l'administration. De ces services principalement marchands, ont été exclues les activités financières, ainsi que les activités immobilières où se trouve la grande masse des loyers réels ou imputés des propriétaires occupants. Au final, deux postes seulement du tertiaire sont présentés : le « commerce » et un ensemble dit « services » qui regroupe les transports, les services aux entreprises et les services aux particuliers.

Enfin, toujours dans le souci d'établir des comparaisons les plus pertinentes possibles, l'ensemble de l'économie a été restreint à l'ensemble des entreprises (sociétés non financières et entreprises individuelles), toutes activités confondues (*figure b*). Les séries sont présentées sur longue période, en général sur les années 1978 à 2005. Les informations sont issues de la base 2000 des comptes nationaux. Lorsque certaines données n'étaient pas disponibles sur les années anciennes, les évolutions de la base 95 ont été conservées.

Tous les indices sont obtenus par chaînage des évolutions annuelles, à partir du point de référence année 2000 = 100.

a. Branches d'activité

Économie nationale				
Agriculture	Industrie	Construction	Services principalement marchands	Services administrés
Agriculture CCAN + hors champ CCAN Sylviculture Pêche	Industries agroalimentaires (IAA) Biens de consommation Automobile Biens d'équipement Biens intermédiaires		Commerce Transports Services aux entreprises Services aux particuliers	Éducation-santé-action sociale Administration administrations publiques activités associatives
	Énergie		Activités financières Activités immobilières	

b. Les agents économiques : secteurs institutionnels

Économie nationale						
Sociétés non financières	Entreprises individuelles	Sociétés financières	Administrations publiques	Ménages purs	Institutions sans but lucratif au service des ménages	Reste du monde

L'activité agricole : une dynamique particulière

De 1978 à 2005, la valeur ajoutée brute des entreprises (*encadrés 1 et 2*) progresse en volume au rythme de 2,2 % par an en moyenne. L'agriculture progresse de 1,6 % par an, un peu moins vite mais surtout selon une dynamique qui lui est propre (*figures 2 et 3*).

Du fait des aléas climatiques, la production agricole présente en effet des fluctuations beaucoup plus heurtées que celles des autres branches. Si la valeur ajoutée en volume a pu doubler entre le traité de Rome de 1957 et la réforme de la Pac de 1992 (+ 2,3 % par an), l'agriculture marque le pas sur les années 1982-1991. Parvenue à l'autosuffisance alimentaire et confrontée alors à des excédents, la Communauté européenne met en place les premières mesures de contingentement de la production (lait en 1984, céréales et oléagineux en 1988).

2. Taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée

en % par an

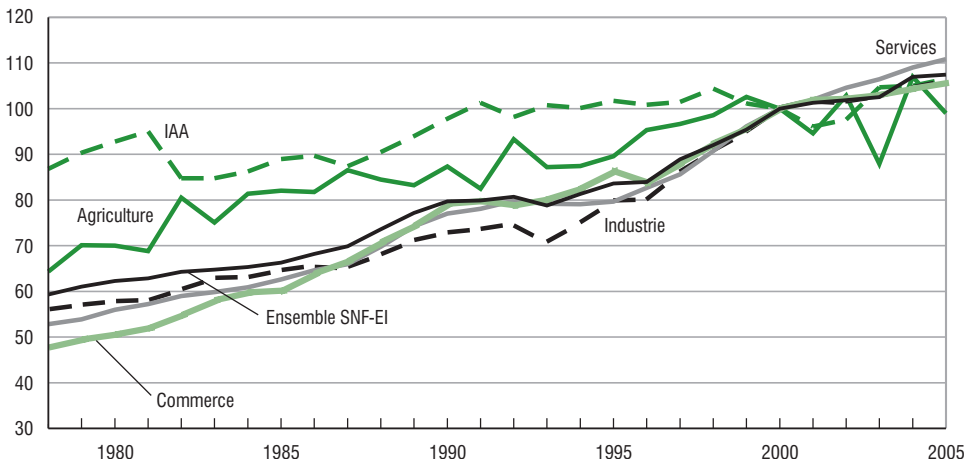
	2005/1978	1990/1978	2005/1990
Volume			
Agriculture	1,6	2,6	0,8
IAA	0,8	1,0	0,6
Industrie	2,4	2,2	2,5
Services	2,8	3,2	2,5
Commerce	3,0	4,3	1,9
Ensemble SNF-EI*	2,2	2,5	2,0
Prix			
Agriculture	0,7	3,2	-1,2
IAA	3,2	6,5	0,7
Industrie	1,5	5,1	-1,3
Services	3,9	6,4	2,0
Commerce	3,2	5,8	1,1
Ensemble SNF-EI*	3,4	6,5	1,0

*SNF-EI : sociétés non financières et entreprises individuelles.

Source : Insee, *comptes de l'agriculture, comptes nationaux*.

3. Indicateur d'activité : indice de volume de la valeur ajoutée

indice 100 en 2000



Source : Insee, *comptes de l'agriculture, comptes nationaux*.

Puis, entre la réforme de la Pac de 1992 et celle de 1999 dite Agenda 2000, la croissance de la valeur ajoutée s'accélère. Bien que la Pac renforce sa politique de maîtrise de l'offre, notamment avec le gel des terres fixé par exemple à 15 % sur l'année 1993, l'agriculture augmente ensuite sa production tout en maîtrisant le volume des intrants. Sur cette période 1992-1999, la productivité des consommations intermédiaires s'améliore sensiblement, les exploitants étant sensibilisés à une meilleure utilisation des intrants, plutôt pour des raisons économiques qu'environnementales. En revanche, sur les années 2000 à 2005, les difficultés se succèdent, liées aux conditions climatiques, aux épizooties, aux crises de confiance de la part des consommateurs.

Globalement sur trente ans, l'agriculture croît moins vite que l'industrie, les services et le commerce, mais s'avère plus dynamique que les industries agroalimentaires. La valeur ajoutée des industries agroalimentaires (IAA) présente en effet une évolution en volume très faible par rapport à l'ensemble des entreprises : + 0,8 % par an de 1978 à 2005.

Encadré 2

Les indicateurs retenus

La **valeur ajoutée** (brute) est égale à la production de la branche au prix de base (y compris subventions sur les produits) moins ses consommations intermédiaires. Elle peut être exprimée en valeur (aux prix nominaux) ou en volume (hors évolution des prix).

Le **prix de la valeur ajoutée** n'est pas directement observable sur un marché mais est défini par généralisation comme le rapport de la valeur ajoutée en valeur à la valeur ajoutée en volume. Concernant la branche, son évolution dépend de l'évolution relative des prix des deux composantes : production et consommations intermédiaires qui, eux, sont plus directement observables.

La **valeur ajoutée nette** est égale à la valeur ajoutée brute moins la consommation de capital fixe (amortissement économique).

La **valeur ajoutée nette au coût des facteurs** est égale à la valeur ajoutée nette, augmentée des subventions d'exploitation (assez importantes dans le cas de l'agriculture) et diminuée des impôts sur la production (dont les impôts fonciers). Cet agrégat est retenu de préférence à l'excédent net d'exploitation (égal à la valeur ajoutée nette au coût des facteurs moins la rémunération des salariés) car la main-d'œuvre agricole est principalement une main-d'œuvre non salariée.

L'**emploi** retenu ici est l'emploi total (salarié et non salarié), exprimé en équivalents temps plein. Dans le domaine agricole, cette notion s'appelle unité de travail agricole (Uta).

La **productivité apparente du travail** est définie par le ratio valeur ajoutée brute / emploi total en équivalents temps plein.

L'**investissement** désigne ici la formation brute de capital fixe (FBCF), c'est-à-dire les actifs produits (donc sans les terrains) utilisés dans le processus de production de la branche.

Le **capital fixe** est évalué selon la méthode de l'inventaire permanent, qui suit année après année les entrées dans le capital (FBCF) et les sorties d'actifs produits (donc sans les terres). Dans le cas du capital fixe brut, les sorties sont les déclassements, au terme de la durée de vie des actifs. Dans le cas du capital net, les sorties correspondent à la consommation de capital fixe qui représente l'usure et l'obsolescence progressive des actifs.

Le **solde du commerce extérieur** est présenté Caf-Fab pour les produits détaillés : les importations Caf (coût, assurance et fret) et les exportations Fab (franco à bord) sont mesurées à leur valeur à la frontière française. Selon les recommandations internationales, le solde global des biens et services est présenté Fab-Fab, une correction globale permettant d'évaluer aussi les importations Fab, c'est-à-dire à leur valeur à la frontière des pays exportateurs.

La **demande intérieure finale** est composée de la consommation finale, de la FBCF et des variations de stocks. Dans cette étude, les stocks sont négligés. De plus, pour les produits agroalimentaires, la FBCF (plantation, bétail reproducteur) n'est pas prise en compte ; elle n'est pas considérée comme un vrai débouché pour ce type de produits.

Production, consommations intermédiaires : des évolutions de prix différentes défavorables à la branche agriculture

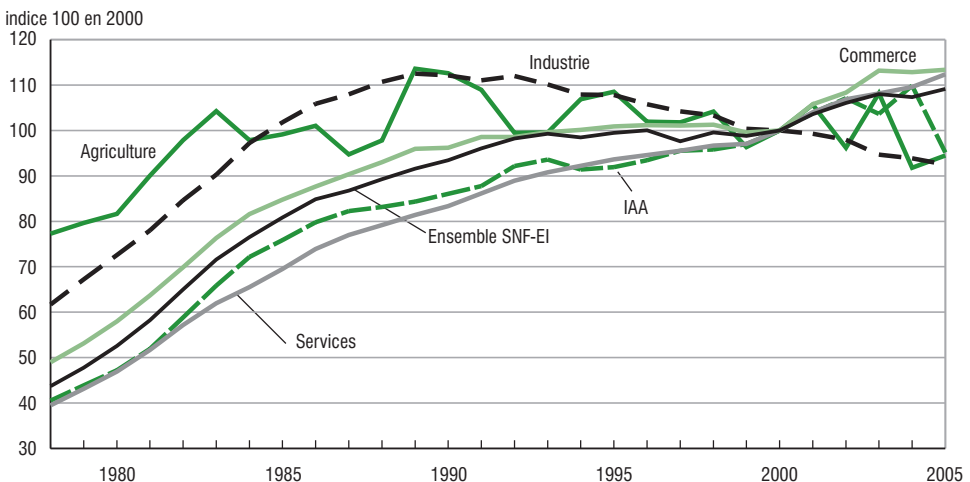
L'évolution du prix de la valeur ajoutée, qui correspond au rapport de la valeur ajoutée en valeur à celle en volume (*encadré 2*), présente aussi de fortes irrégularités dans le cas de l'agriculture. Les prix de la production agricole réagissent de façon significative à l'abondance ou à la faiblesse des récoltes, alors que les prix des consommations intermédiaires (engrais, énergie...) obéissent à une autre logique.

Sur le long terme, le prix de la valeur ajoutée de l'agriculture augmente relativement peu en comparaison des autres branches : + 0,7 % par an en moyenne contre + 3,4 % pour l'ensemble des entreprises sur les années 1978-2005 (*figures 2 et 4*). Il est en phase avec le reste de l'économie jusqu'au début des années quatre-vingt, années de forte inflation ; il se stabilise dès 1984-1985 et présente ensuite une tendance à la baisse sur les années 1995 à 2005, le prix des intrants évoluant plus vite que le prix de la production agricole. Cette évolution du prix de la valeur ajoutée agricole découle des différentes phases de la politique agricole commune. Celle-ci a d'abord veillé à ce que les prix agricoles suivent l'inflation générale, puis cherché à limiter ses dépenses d'intervention à partir des années quatre-vingt, puis incité les prix européens à se rapprocher des prix mondiaux à partir des années quatre-vingt-dix (voir Desriès « L'agriculture française depuis cinquante ans »). La baisse du prix de la valeur ajoutée observée en fin de période est d'ailleurs atténuée par le fait que la production est valorisée au prix de base, c'est-à-dire y compris les subventions sur les produits qui, à partir de la réforme de la Pac 92, ont été versées directement aux agriculteurs pour compenser totalement puis partiellement la baisse des prix de marché.

Par cette tendance à la baisse du prix de la valeur ajoutée sur les dix dernières années, l'agriculture s'apparente à l'industrie, bien que celle-ci se trouve totalement soumise aux règles de la libre concurrence. Dans les deux cas, les gains de productivité se répercutent sur les prix de la production qui évoluent moins vite que les prix des consommations intermédiaires de la branche. Le commerce et les services bénéficient au contraire d'une augmentation du prix de leur valeur ajoutée, y compris sur les années récentes (*figure 4*).

Les IAA occupent une position particulière. Alors que ces industries peuvent paraître peu dynamiques au vu du volume de la valeur ajoutée, les prix évoluent favorablement : le prix de

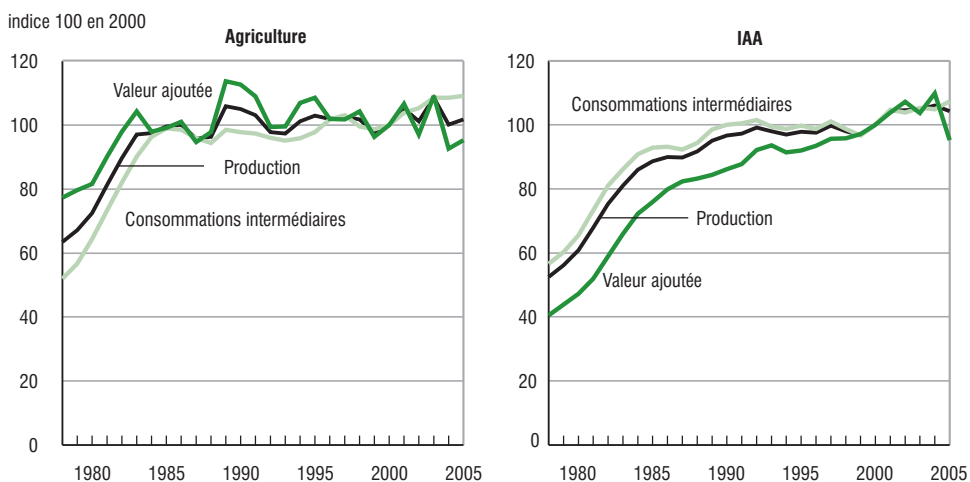
4. Indicateur d'activité : indice de prix de la valeur ajoutée



Source : Insee, comptes de l'agriculture, comptes nationaux.

la production augmente plus rapidement que celui des intrants (*figure 5*). Les prix d'acquisition des produits agricoles sont minorés par la Pac qui privilégie à partir de 1992 le versement d'aides directes aux agriculteurs plutôt que le soutien indirect des prix de marché. Mais, si les industries agroalimentaires semblent répercuter les évolutions des coûts en produits agricoles sur le prix des produits transformés (Lipchitz, 2005), l'impact est nécessairement atténué puisque les produits agricoles ne constituent qu'un tiers de leurs consommations intermédiaires. De plus, la fixation des prix des produits transformés doit permettre de couvrir l'intégralité des charges des IAA, y compris les salaires et les investissements : sur la période, la masse salariale augmente (l'emploi est stable) et le capital net double en volume, quadruple en valeur. Enfin, compte tenu des coûts de distribution et de marketing, la baisse des prix agricoles, même répercutée en aval dans la filière agroalimentaire, se trouve très atténuée au niveau des prix à la consommation.

5. Prix de l'agriculture et des IAA



Source : Insee, comptes de l'agriculture, comptes nationaux.

Les plus fortes diminutions d'emploi

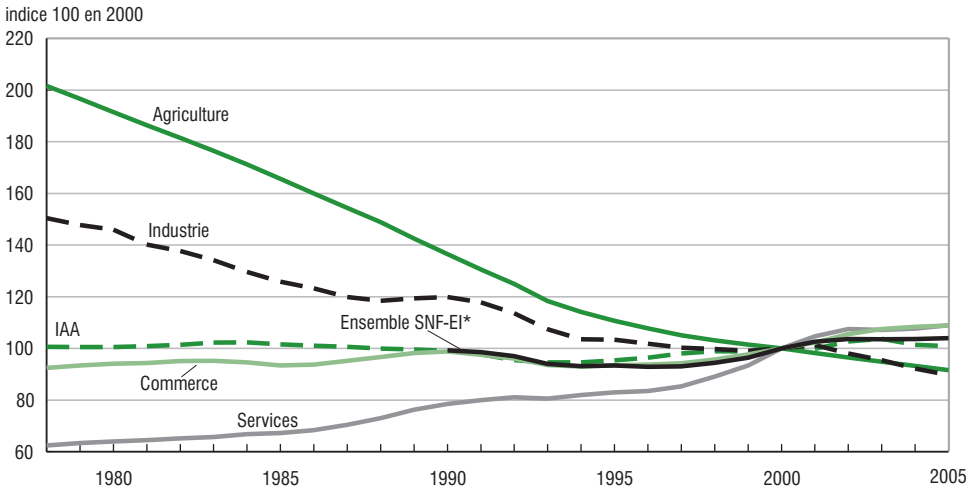
L'agriculture se caractérise par une baisse forte et continue de l'emploi en équivalents temps plein (*figure 6*). La main-d'œuvre non salariée (exploitants, conjoints..) constitue 70 % de l'emploi. Les salariés, plus nombreux que par le passé, peuvent d'ailleurs être des membres de la famille de l'exploitant qui obtiennent ainsi un statut ; avec le développement des formes sociétaires, les chefs d'exploitation peuvent aussi se déclarer salariés de leur propre exploitation.

Sur les trente dernières années, l'emploi agricole diminue de moitié, passant de deux millions à moins d'un million d'équivalents temps plein. La main-d'œuvre agricole diminue ainsi au rythme moyen de 2,9 % par an en moyenne entre 1978 et 2005, moins rapidement en fin de période (- 1,7 % par an sur les années 2000 à 2005). Les installations de nouveaux agriculteurs, peu nombreuses, ne compensent pas les sorties vers la préretraite ou la retraite. La baisse des effectifs va de pair avec un rajeunissement de la population active agricole.

Dans le même temps, l'industrie réduit aussi ses effectifs mais le profil est différent : la baisse, moins forte, est ponctuellement ralentie ou stoppée par l'amélioration de la conjoncture. L'emploi industriel est particulièrement touché sur les années 1991-1994, les suppressions d'emploi atteignant 200 000 au creux de la crise de 1993. Dans les IAA, les effectifs sont stables sur longue période, avec cependant une inflexion à la baisse sur les années 1985 à 1993 et une reprise à partir de 1995.

Globalement, les suppressions d'emplois dans l'agriculture, l'industrie manufacturière, mais aussi la construction et l'énergie, ont été compensées par les créations nettes dans les services, d'où une progression de 0,3 % en moyenne par an de l'emploi total en équivalents temps plein sur les années 1990 à 2005.

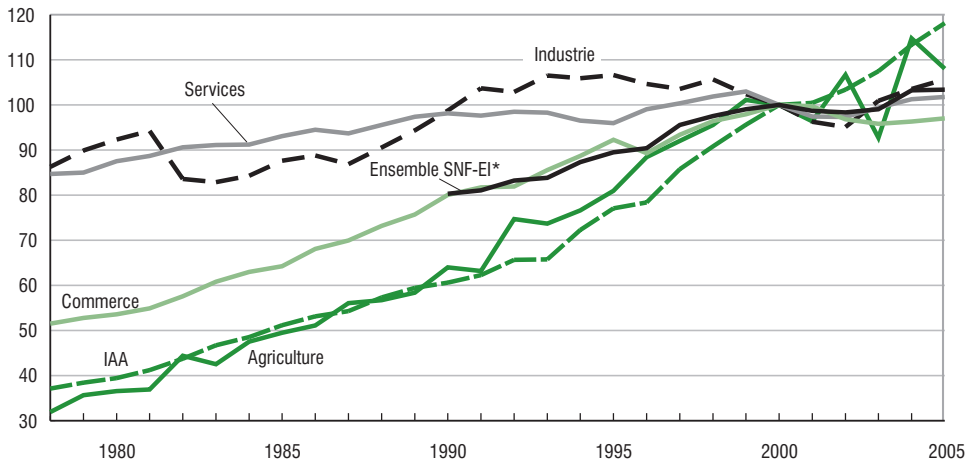
6. L'emploi en équivalents temps plein*



*En secteur, la rétropolation n'a pas été réalisée au-delà de 1990 et n'est donc pas disponible pour l'ensemble des SNF-EI.

Source : Insee, comptes de l'agriculture, comptes nationaux.

7. Productivité apparente du travail



* En secteur, la rétropolation n'a pas été réalisée au-delà de 1990 et n'est donc pas disponible pour l'ensemble des SNF-EI.

Source : Insee, comptes de l'agriculture, comptes nationaux.

Des gains de productivité du travail très rapides dans l'agriculture

Sur le long terme, l'agriculture est sans conteste la branche qui enregistre les plus forts gains de productivité du travail : alors que l'emploi agricole se réduit très fortement, la valeur ajoutée en volume augmente (*figure 7*). Les aléas de fin de période résultent essentiellement des effets des conditions climatiques sur les récoltes, sans être liés au facteur travail.

La réforme des structures agricoles est encouragée par les politiques française et communautaire dès les années soixante. L'agriculture connaît ainsi une concentration forte et continue : les exploitants nouveaux ou en place reprennent les terres des exploitants sortants, les exploitations pérennes s'agrandissent et se spécialisent. Malgré l'urbanisation, la surface agricole utilisée (SAU) se maintient presque (- 2,6 % entre les deux derniers recensements agricoles de 1988 et 2000), avec une progression des terres labourables et une diminution des superficies toujours en herbe. Dans le domaine de l'élevage, les productions « hors-sol » se développent (porcs et volailles). Au total la production végétale augmente, la production animale aussi. Sur le long terme, les gains de productivité apparente du travail reposent sur d'importants moyens de production issus de l'industrie (machines, engrais, phytosanitaires et pesticides, aliments pour le bétail) et sur une sélection des variétés et des races à haut rendement.

Par leur importance, les gains de productivité de l'agriculture s'apparentent à ceux de l'industrie. Toutefois ceux de l'industrie seraient plus faibles si le travail intérimaire, qui s'est développé sur cette période, était réintégré dans l'emploi industriel au lieu d'être considéré comme prestation de services. Les IAA présentent pour leur part de faibles gains de productivité sur longue période : à l'amélioration de la fin des années quatre-vingt succède une période de tassement de la productivité. Il faut toutefois noter que les IAA dégagent une valeur ajoutée par actif voisine de l'ensemble des entreprises alors que celle de l'agriculture – même si l'écart se réduit – est encore inférieure d'un tiers en 2000.

Une rationalisation des investissements dans l'agriculture

La formation brute de capital fixe (FBCF) couvre les actifs produits qui entrent dans le processus de production des différentes activités. Dans le cas de l'agriculture, la FBCF comprend les actifs agricoles (animaux reproducteurs et de trait, plantations) et les actifs non agricoles (matériel, bâtiment...) ; elle ne comprend pas la terre, qui est un actif non produit.

En volume, la FBCF du commerce et des services progresse assez régulièrement et rapidement (*figure 8*). Les investissements lourds de l'industrie évoluent au contraire de façon erratique, en fonction notamment des tensions sur les capacités de production ou des restructurations. L'investissement de la branche industrie a été profondément affecté par la crise que celle-ci a traversé au début des années quatre-vingt-dix.

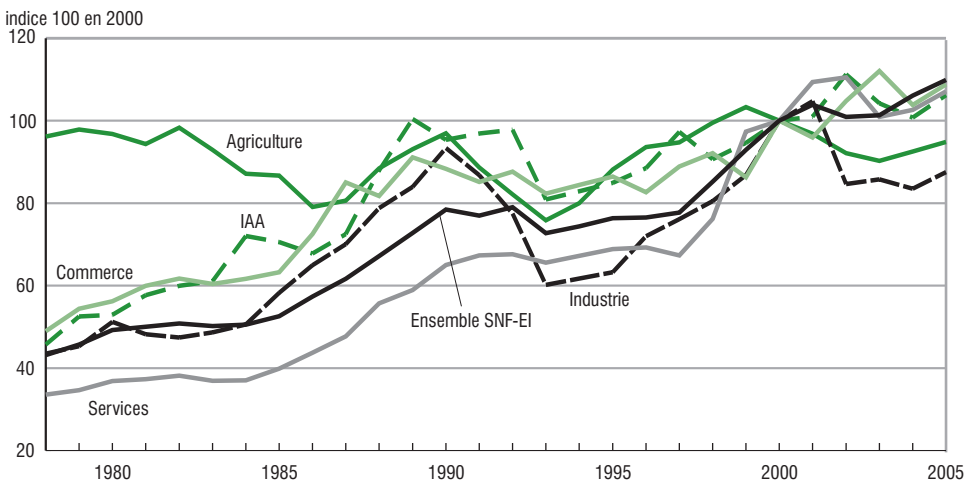
Comparée aux autres branches, la FBCF de l'agriculture pourrait presque être qualifiée de constante sur les années 1978-2005, les baisses ponctuelles étant suivies d'un rattrapage. À cela deux explications. Tout d'abord, l'effort de modernisation a été considérable au cours des années soixante et soixante-dix, de sorte que les besoins en matériel (tracteurs, moissonneuses-batteuses...) se sont stabilisés sur la période observée. Ensuite, l'agriculture a rationalisé l'utilisation des facteurs de production, le développement des coopératives d'utilisation du matériel agricole (Cuma) et des formes sociétaires permettant la mise en commun des équipements.

Ponctuellement, l'investissement de l'agriculture diminue sur les années 1983-1986, ainsi que sur les années 1991-1993 et 2000-2003, années de mauvaise conjoncture mais aussi d'attentisme lié aux réformes de la Pac. La FBCF en bétail participe à cette baisse, avec l'adaptation des effectifs bovins au moment de l'instauration des quotas laitiers (1984-1990) et de la

chute de la demande en viande bovine liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine ou ESB (1997-1998 et 2001-2003).

Malgré les efforts de rationalisation, l'effort d'investissement s'avère plus lourd pour l'agriculture que pour les autres branches. Dans le cas de l'agriculture, le taux d'investissement, c'est-à-dire la part de la création de richesses consacrée au renouvellement ou à l'accroissement du capital (FBCF/VA), diminue rapidement : il passe de 38 % en 1978 à 23 % en 1986 ; à partir de 1995, il remonte et fluctue dans une fourchette de 27 à 32 %. Dans le même temps, le taux d'investissement augmente assez régulièrement pour l'ensemble des entreprises, tout en restant à un niveau plus bas que pour l'agriculture : 15 % en 1978, 21 % en 2005.

8. Formation brute de capital fixe en volume



Source : Insee, comptes de l'agriculture, comptes nationaux.

Capital agricole stable en volume, efficacité accrue

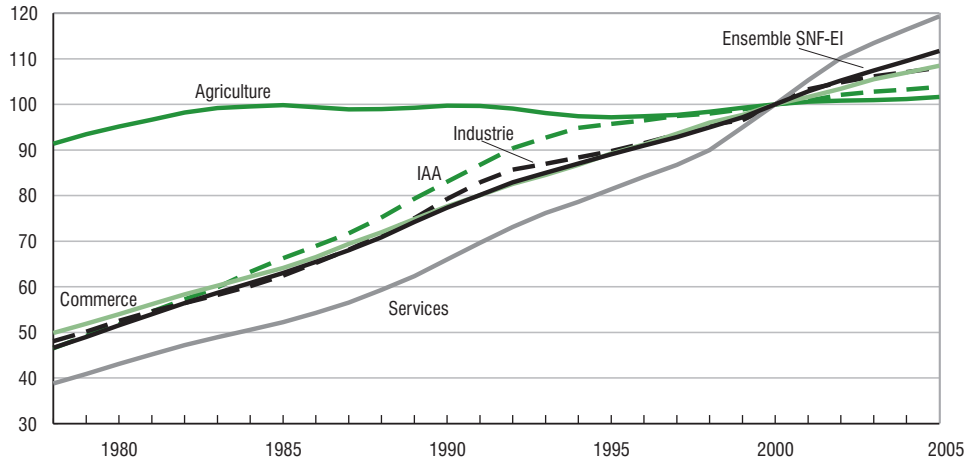
Grâce aux efforts de rationalisation, la branche agriculture se distingue par une quasi-stabilité du capital fixe en volume, alors que le capital de l'ensemble des entreprises est multiplié par 2,5 (encadré 2). Le capital fixe brut des IAA suit le même rythme que celui de l'ensemble des entreprises jusqu'en 1995 et ralentit nettement ensuite, à un rythme proche de celui de l'agriculture (figure 9).

L'efficacité du capital (VA / K) s'améliore fortement en volume dans le cas de l'agriculture, du moins jusqu'en 1999, alors qu'elle a tendance à diminuer pour l'ensemble des entreprises et tout particulièrement pour les IAA. Mais, en valeur, l'efficacité du capital se détériore du fait de la déformation des prix relatifs entre produits agricoles et capital productif, principalement composé de matériel et bâtiment ; elle s'améliore au contraire pour l'ensemble de l'économie, quasi intégralement du fait de la baisse des prix relatifs des investissements en technologie de l'information et de la communication (TIC) par rapport au prix de la valeur ajoutée (Artus et Cette, 2004).

Dans le même temps, la substitution du capital au travail (K / L) est importante pour l'agriculture, moins forte que pour l'industrie, mais plus forte que pour l'ensemble des entreprises (figure 10).

9. Capital fixe brut en volume

indice 100 en 2000



Source : Insee, comptes de l'agriculture, comptes nationaux.

10. Facteurs de production¹

		1980	1990	2000	2005 ²
Taux d'investissement en volume FBCF / VA (en %, aux prix de 2000)	Agriculture	35,5	25,7	29,8	30,2
	IAA	9,9	16,9	17,3	17,2
	Industrie	14,7	21,3	16,6	13,7
	Services	12,2	15,6	18,5	17,8
	Commerce	11,2	11,2	10,0	10,3
	Ensemble des entreprises	16,3	20,3	20,6	21,1
Efficacité du capital en volume VA / K net (indice 100 en 2000)	Agriculture	69,2	88,0	100,0	98,5
	IAA	158,7	106,9	100,0	105,5
	Industrie	98,5	84,8	100,0	103,1
	Services	109,0	108,2	100,0	97,9
	Commerce	86,7	97,4	100,0	99,0
	Ensemble des entreprises	119,4	103,0	100,0	96,2
Efficacité du capital en valeur VA / K net (indice 100 en 2000)	Agriculture	99,3	109,4	100,0	82,2
	IAA	120,4	98,5	100,0	93,1
	Industrie	118,1	104,6	100,0	88,2
	Services	84,8	94,3	100,0	95,4
	Commerce	88,6	104,7	100,0	99,1
	Ensemble des entreprises	108,7	106,9	100,0	92,0
Substitution capital / travail K brut en volume / L (indice 100 en 2000)	Agriculture	49,7	73,1	100,0	110,9
	IAA	51,5	83,8	100,0	102,9
	Industrie	36,0	66,1	100,0	120,4
	Services	67,4	84,1	100,0	109,5
	Commerce	57,4	78,6	100,0	99,7
	Ensemble des entreprises	...	78,0	100,0	107,5

1. VA : valeur ajoutée ; FBCF investissement ; K : capital ; K net : compte tenu de l'usure et de l'obsolescence ; L : emploi exprimé en équivalents temps plein. Les données comptables sont exprimées soit en valeur (aux prix nominaux), soit en volume (au prix de l'année 2000).

2. Comptes provisoires.

Sources : comptes de l'agriculture, comptes nationaux, Insee.

Les résultats de l'agriculture se dégradent à partir de 1999

Indicateur de résultat, la valeur ajoutée nette au coût des facteurs (*encadré 2*) croît moins rapidement pour l'agriculture que pour l'ensemble des entreprises (*figure 11-a*) et le phénomène s'accroît à partir de 1990. Pourtant, l'agriculture soutient la comparaison avec le reste de l'économie grâce à la concentration : l'activité est assurée par un nombre d'exploitants de plus en plus faible, à la tête d'exploitations plus grandes (*figure 11-b*). Ainsi, rapporté au nombre d'actifs en équivalents temps plein, cet indicateur de résultat augmente plus rapidement pour l'agriculture que pour l'ensemble des entreprises après la réforme de la Pac, de 1992 à 1998. Il ralentit ensuite du fait d'une succession d'événements (aléas climatiques, épizooties, crise bovine) mais aussi d'une pression sur les prix. La valeur ajoutée au coût des facteurs sert à rémunérer le capital et le travail, salarié et non salarié. Dans le cas de l'agriculture, le travail non salarié est très largement dominant, de sorte que la baisse de l'indicateur que l'on observe à partir de 1999, après correction de l'inflation, implique une baisse de revenu des agriculteurs en termes réels (*figure 11-c*).

L'agroalimentaire, une valeur sûre du commerce extérieur

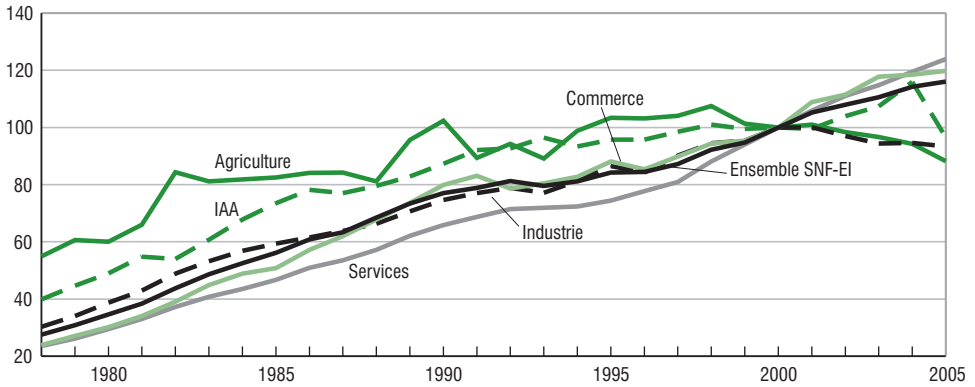
Parvenue à l'indépendance alimentaire, la France commence en 1980 à être exportatrice nette de produits agroalimentaires, bruts et transformés. L'excédent progresse régulièrement jusqu'en 1997, où il atteint 10,2 milliards d'euros, puis se tasse sur les années récentes. L'excédent porte pour un cinquième sur les produits agricoles bruts (céréales, animaux vivants...) et pour quatre cinquièmes sur les produits transformés (viande, lait, vin, champagne...). En 2005, les produits agroalimentaires permettent de dégager encore un excédent de 7,9 milliards d'euros, quand le solde global du commerce extérieur de biens et services tombe à - 13,6 milliards d'euros (*figure 12*).

Par cette capacité à dégager un solde structurellement positif, la filière agroalimentaire contribue autant à l'équilibre du commerce extérieur que le tourisme. L'excédent lié au tourisme présente d'ailleurs, pour de tout autres raisons, le même profil : il croît régulièrement jusqu'en 2000 et se tasse ensuite.

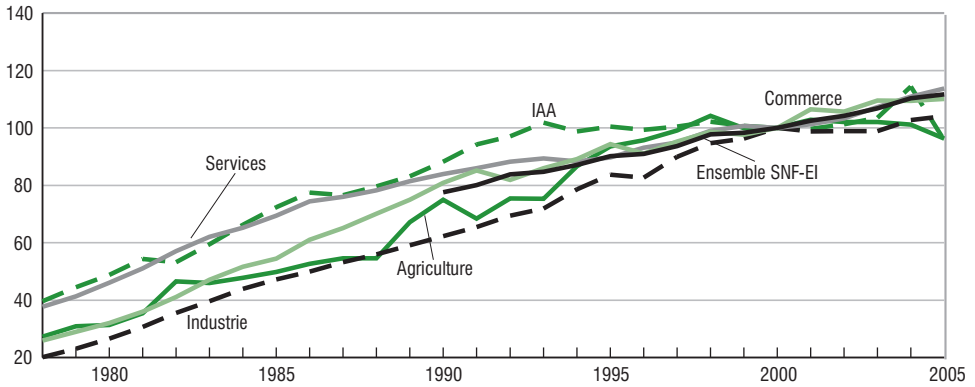
La filière agroalimentaire s'oppose au contraire à l'énergie, dont le commerce extérieur est d'une part structurellement déficitaire et d'autre part très fluctuant, en liaison avec l'évolution du prix du baril de pétrole (par exemple - 9 milliards d'euros en 1998, - 37 milliards en 2005). Les produits industriels présentent pour leur part un solde tantôt positif, tantôt négatif. Dépendant des « grands contrats » à l'exportation, des cours des matières premières et des taux de change, le solde des produits industriels présente des variations de forte amplitude qui conditionnent le solde global du commerce extérieur de biens et services. La construction aéronautique et navale, la parachimie et l'automobile constituent les premières sources d'excédent, alors que les biens de consommation courante, l'électronique grand public, certains biens intermédiaires (minerai, métaux et produits non ferreux, papier-carton) sont sources de déficit. Le commerce extérieur de produits industriels est particulièrement sensible à l'évolution des taux de change, que cela se traduise par une perte de compétitivité des exportations et une pénétration accrue des importations (baisse du dollar en 1985-1986, dévaluation compétitive de la livre, de la lire et de la peseta en 1992 (Ourganlian, 1997) ou un renchérissement des importations (forte appréciation du dollar en 2000, avec un effet direct sur le solde des produits intermédiaires dont les cours sont généralement libellés en dollars).

11. Indicateurs de résultat

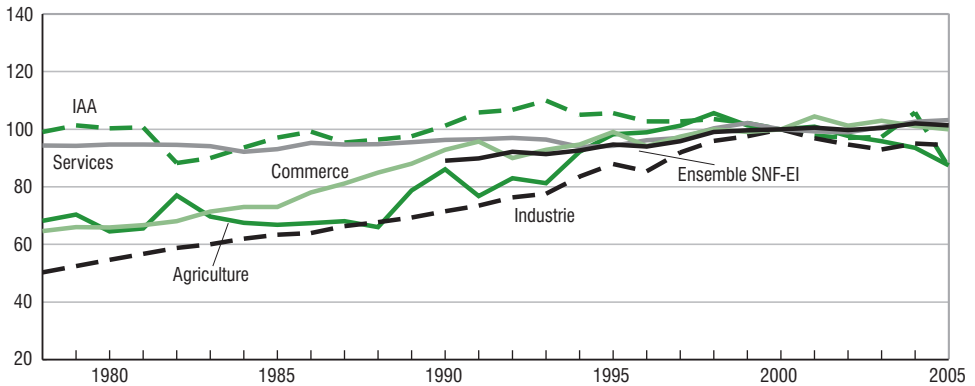
a) Valeur ajoutée nette aux coûts des facteurs
indice 100 en 2000



b) Valeur ajoutée nette aux coûts des facteurs par actif en équivalents temps plein
indice 100 en 2000



c) Valeur ajoutée nette aux coûts des facteurs par actif en équivalents temps plein en termes réels*
indice 100 en 2000



* L'évolution « en termes réels » est corrigée de la hausse des prix, mesurée ici par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee, comptes de l'agriculture, comptes nationaux.

Des échanges agroalimentaires de proximité

L'excédent en valeur auquel est parvenu le commerce extérieur agroalimentaire tient bien sûr à l'accent mis sur les exportations qui, sur le long terme, croissent plus rapidement que les importations (figure 13). Pour autant, les échanges agroalimentaires se sont développés moins rapidement que ceux des autres biens et services. Ainsi l'agroalimentaire contribue pour 12 % aux échanges en 1978 et 8 % en 2005, quand la part de l'industrie hors IAA (encadré 1) passe de 59 % à 67 %.

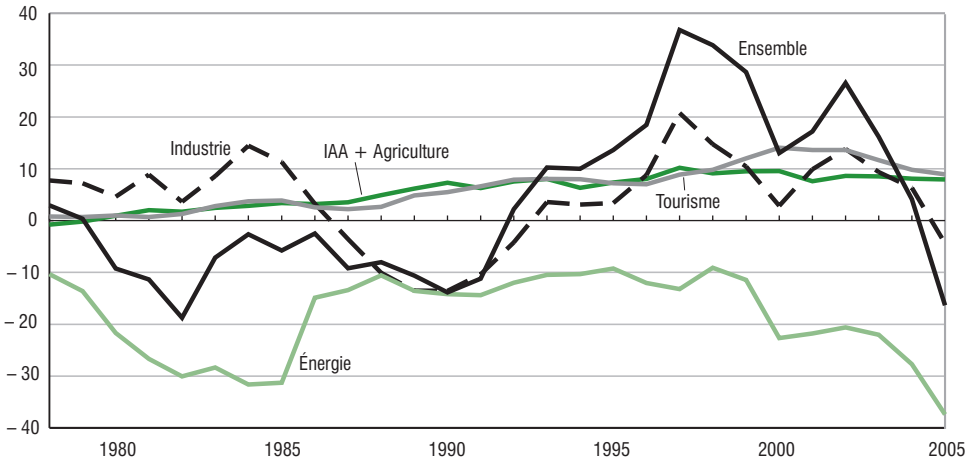
La modération des prix agroalimentaires, renforcée par la politique agricole commune qui vise à rapprocher les prix agricoles européens des prix mondiaux, participe au phénomène : alors que le prix des exportations de biens et services double presque en trente ans, celui des produits agricoles transformés n'augmente que de moitié et celui des produits bruts reste quasiment stable.

Mais surtout, l'agroalimentaire participe moins que les autres branches au mouvement de mondialisation de l'économie qui s'est accéléré au milieu des années quatre-vingt-dix. Les produits agroalimentaires sont en effet soit des produits bruts (céréales, fruits...), soit des produits transformés prêts à la consommation (fromages, vins, viandes...). Dans le cas des produits industriels, l'internationalisation de la production, liée à la stratégie des groupes qui recourent à la sous-traitance dans les pays à faibles coûts ou qui implantent des filiales à l'étranger, engendre des flux croisés d'importations et d'exportations aux stades intermédiaires de fabrication (pièces détachées, composants électroniques...), ce qui gonfle le commerce entre pays. L'écart s'est donc creusé entre les branches moins ouvertes, dont fait partie l'agriculture, et les branches fortement internationalisées, au vu de l'effort à l'exportation et de la pénétration du marché intérieur (Guihard, 1997).

Corrélativement, les échanges de produits agroalimentaires restent majoritairement des échanges de proximité, internes à l'Union européenne. Au début des années 2000, les importations et les exportations de produits agroalimentaires se font à 71 % avec les pays membres, au lieu de 62 % pour les produits de l'industrie et 60 % pour l'ensemble des biens et services.

12. Solde du commerce extérieur*

en milliards d'euros



*Solde Fab-Fab pour l'ensemble des biens et services, Caf-Fab pour les produits détaillés.

Source : Insee, comptes nationaux (d'après Douanes).

Des pertes de parts de marché extérieur plus récentes pour l'agroalimentaire

Sur les années 1998-2005, les échanges extérieurs ralentissent, et plus particulièrement les échanges agroalimentaires (*figure 13*) : leurs prix sont globalement stables et les volumes augmentent faiblement.

Les difficultés conjoncturelles que rencontrent l'agriculture se répercutent bien sûr sur les exportations : fin 2000, les principaux clients de la France mettent l'embargo sur la viande bovine du fait des risques que présente l'ESB ; début 2001, les mesures sanitaires prises pour contenir une épizootie de fièvre aphteuse bloquent les échanges ; pour des raisons climatiques, les récoltes céréalières de 2001 et 2003 s'avèrent historiquement très faibles.

De plus ces différents accidents se déroulent sur fond de forte réduction des subventions à l'exportation et d'une pression accrue de la concurrence internationale. La réforme de la Pac de 1992 et l'accord agricole de l'Uruguay Round de 1994 amorcent en effet une période d'ouverture progressive des marchés et l'agriculture française commence à perdre des parts de marché au profit des pays agricoles émergents (Thomas, 2005). Tant sur le marché communautaire que sur le marché des pays tiers, elle se trouve concurrencée à l'exportation sur ses points forts : les céréales (Russie et Ukraine), la viande bovine (Brésil), la viande de volailles (Brésil, Thaïlande), les produits laitiers (Nouvelle-Zélande, Australie), le sucre (Brésil), le vin (États-Unis, Australie, Chili, Afrique du Sud) (Thomas, « Le commerce extérieur agroalimentaire de la France »). L'agroalimentaire français est aussi concurrencé sur son propre marché intérieur (viandes bovines, viandes de volailles, vins...).

Pour les produits industriels, qui constituent l'essentiel des échanges de biens et services, les pertes de parts de marché extérieur sont déjà très sensibles au début des années quatre-vingt-dix et relèvent d'une autre problématique. Elles ne concernent d'ailleurs pas seulement la France : alors que l'OCDE réalise 80 % des exportations mondiales en 1990, sa part tombe à 76 % en 1995 (Guihard, 1997). Peu présents encore en 1970, les quatre « Dragons » asiatiques dépassent la France en 1995 alors que les « Tigres », deuxième

13. Commerce extérieur

en % par an

Taux annuels d'évolution	1997/1978	2005/1997	2005/1978
Exportations en valeur			
Produits agroalimentaires	8,3	1,3	6,2
Ensemble des biens et services	8,5	4,0	7,1
Importations en valeur			
Produits agroalimentaires	6,0	2,7	5,0
Ensemble des biens et services	8,0	6,1	7,5
Exportations en volume			
Produits agroalimentaires	6,7	1,2	5,1
Ensemble des biens et services	5,1	4,3	4,8
Importations en volume			
Produits agroalimentaires	3,9	2,8	3,6
Ensemble des biens et services	4,3	6,3	4,9
Prix exportations			
Produits agroalimentaires	1,5	0,1	1,1
Ensemble des biens et services	3,3	-0,3	2,2
Prix importations			
Produits agroalimentaires	2,0	-0,1	1,4
Ensemble des biens et services	5,2	1,4	4,0

Sources : comptes nationaux, Insee (d'après Douanes).

vague de pays émergents d'Asie, et déjà la Chine, deviennent offensifs¹. L'Amérique latine et les pays de l'Est, notamment les pays d'Europe centrale et orientale (Peco) très vite candidats à l'entrée dans l'Union européenne, montent aussi en puissance. Ces pays sont à la fois considérés comme des producteurs concurrents et des sous-traitants compétitifs. Pour les industriels européens, français et allemands notamment, ils présentent aussi très vite un intérêt en tant que marchés à conquérir, relativement fermés, et qui nécessitent de ce fait des implantations sur place.

Une consommation alimentaire croissante mais sans excès

La consommation de produits alimentaires croît régulièrement en volume, au rythme de 1,3 % par an en moyenne (*figure 14*). L'évolution de la population et une offre plus diversifiée de produits et plats préparés contribuent à cette hausse. Mais la demande intérieure finale (*encadré 2*) croît plus rapidement sur les produits de l'industrie (+ 3 % par an en volume) et des services (+ 3 %). Dans les deux cas, la demande est tirée par les technologies de l'information et de la communication (TIC), puisqu'elle porte sur les matériels (ordinateurs, téléphones...), les produits de l'édition (supports électroniques) et les services associés (communications téléphoniques...). En revanche, les services de la restauration des hôtels-café-restaurants, ainsi que des cantines, progressent modérément (+ 1 %), presque au même rythme que les produits alimentaires directement consommés par les ménages.

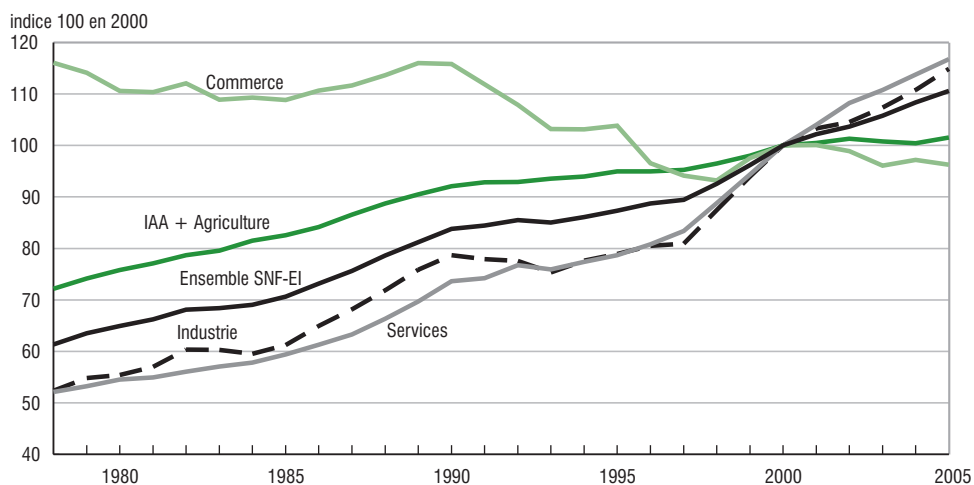
Comme la demande intérieure finale augmente globalement au rythme moyen de 2,2 % par an en volume, la consommation alimentaire occupe une place de moins en moins importante².

Bien que la consommation de produits alimentaires augmente, elle représente désormais une part moins importante qu'il y a trente ans dans le budget des ménages du fait de l'élévation du niveau de vie moyen qui permet un accès plus important aux autres biens et aux services (Rignols, 2002). ■

1. Le terme « Dragons » désigne la Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong et Singapour. Le terme « Tigres » englobe l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande, les Philippines.

2. Les services financiers et l'activité immobilière, non compris dans la définition retenue pour les services (*cf. encadré*), font aussi l'objet d'une demande dynamique sur la période : respectivement + 2,6 % et + 3,1 % en volume entre 1978 et 2005.

14. Demande intérieure finale en volume



Source : Insee, comptes de l'agriculture, comptes nationaux.

Pour en savoir plus

Artus P. et Cette G., « Productivité et croissance », Rapport du conseil d'analyse économique, *La Documentation française*, juin 2004.

Cloarec N., Chevalier P., « Les entreprises du tertiaire externalisent aussi leurs services », *Insee Première* n° 952, avril 2004.

Cnis, « Mise en perspective des résultats de l'agriculture française », Rapport du Cnis n° 94, février 2005.

« Comparaisons intersectorielles 1978-2003 », Les comptes de l'agriculture en 2003 - Rapports présentés à la commission des comptes de l'agriculture de la Nation le 29 juin 2004, Synthèses, Insee, août 2004.

Fontagné L. et J.-H. Lorenzi, « Désindustrialisation, délocalisations », Rapport du conseil d'analyse économique, *La Documentation française*, février 2005.

Fourastié J., « La productivité », *Que sais-je*, Presses universitaires de France, 1980 (dixième édition).

Guihard V., « L'industrie toujours plus ouverte à la concurrence internationale », Le commerce extérieur industriel de la France 1980-1996 - Points forts, points faibles, marchés lointains et entreprises, *Synthèses* n° 12-13, Insee, novembre 1997.

Guihard V., « Amélioration de l'excédent mais perte de part globale de marché », Le commerce extérieur industriel de la France 1980-1996 - Points forts, points faibles, marchés lointains et entreprises, *Synthèses* n° 12-13, Insee, novembre 1997.

Lipchitz A., « Prix à la production et à la consommation dans le secteur agroalimentaire », *Diagnostics Prévisions et Analyses économiques* n° 59, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, janvier 2005.

Ourganlian G., « Change, compétitivité, efforts de marge et parts de marché », Le commerce extérieur industriel de la France 1980-1996 - Points forts, points faibles, marchés lointains et entreprises, *Synthèses* n° 12-13, Insee, novembre 1997.

Rignols E., « La consommation des ménages depuis quarante ans - Perte de vitesse des dépenses traditionnelles », *Insee Première* n° 832, février 2002.

Thomas G., « Les échanges agroalimentaires de 1992 à 2002 », *Économie et statistique* n° 390, Insee, 2005.